

années 80 n'ont plus la cote, en partie parce qu'ils ne prenaient pas suffisamment en compte les facteurs sociaux.

Ils ont été remplacés par une approche de l'adaptation structurelle qui favorise la croissance tout en assurant une répartition plus équitable des bénéfices. Cette approche a connu un réel succès dans les pays qui ont maintenu leurs engagements en matière de réformes.

Les données mondiales pour les pays en développement sont impressionnantes : un taux de croissance de 4,1 p. 100 entre 1986 et 1990 pour les pays qui ont atteint les objectifs fixés par le FMI, par rapport à une croissance de 1,4 p. 100 pour ceux qui n'y sont pas arrivés.

L'approche que propose depuis longtemps le Canada en matière de développement présente plusieurs aspects. Le sous-développement ne peut être attribué à une cause unique, ni résolu par une solution simple. Il s'y rattache des facteurs sociaux, économiques, politiques et environnementaux.

Dans ma déclaration de décembre dernier à propos du cadre de la politique extérieure et dans une conférence que j'ai donnée en mars à l'Université McGill, j'ai fait valoir que la politique du Canada se fondait sur les relations entre les droits de la personne, le développement de la démocratie et le principe du bon gouvernement dans un pays donné et l'aide que nous accordons à ce pays. Le premier ministre Mulroney, qui a pris l'initiative de faire ressortir ce lien lors de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Harare, l'automne dernier, s'est montré tout aussi ferme dans ses déclarations à cet égard.

Ces déclarations ont été appliquées. Nous avons pris des positions fermes aux récentes réunions que nous avons eues avec, entre autres, le Bangladesh, le Sri Lanka et le Kenya, et les actions que nous avons prises à l'égard de pays tels que l'Indonésie, Haïti et le Pérou confirment le sérieux de notre politique et de nos intentions.

Nous ne voulons pas faire preuve d'hypocrisie. Notre position se veut le reflet des valeurs et des opinions des Canadiens moyens qui souhaitent voir leurs fonds publics dépensés pour la meilleure cause possible.

Le peuple canadien est généreux. Mais, tout comme d'autres pays, nous subissons d'importants changements structurels à mesure que nous nous adaptons aux nouvelles réalités d'un monde dont les limites ne cessent de se resserrer. Nous savons que notre avenir est tributaire de relations solides et ouvertes avec les autres pays, que ce soit par la coopération sur le plan du commerce ou de l'aide, ou par la conclusion d'ententes régionales ou mondiales sur la sécurité.